

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### SYNDICAT INTERCOMMUNAL GAILLON-AUBEVOYE « SIGA 3C »

**Séance du Mardi 21 Avril 2026**

L'an deux mil vingt-six, le vingt-et-un avril à onze heures, le comité syndical du Syndicat Intercommunal Gaillon-Aubevoye « SIGA 3C », légalement convoqué, s'est réuni au siège du Syndicat, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur COLLAS, Président, et en présence de :

Gaillon : Madame HOUCHARD et Monsieur SISSOKO (titulaires)

Le Val d'Hazey : Messieurs COLLAS et JARRY (titulaires)

Absents excusés : Monsieur BERNARD (suppléant)

Date de la convocation : 10 Avril 2026

Nombre de délégués :

En exercice : 4  
Présents : 4  
**Votants** 4

- - - - -

**06-21-04-2026 : ADOPTION DE REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER M57**

Pour rappel, le Comité Syndical du SIGA 3C a décidé en date du 23 Octobre 2024 le passage à la nomenclature M57 au 1er janvier 2025. La présente délibération a pour objet d'adopter le règlement budgétaire et financier de la Commune sachant que ce dernier doit être adopté à chaque nouveau mandat et avant le vote du budget.

La nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local. Instauré au 1er janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions. Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires. La généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est instaurée depuis le 1er janvier 2024.

Ainsi :

- \* En matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif,
- \* En matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel),
- \* En matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Vous trouverez en annexe de l'ordre du jour le règlement budgétaire et financier M57, qui est identique à celui du mandat précédent.

**Le Comité Syndical,**

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,

Vu l'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

Vu la délibération n° 12-23-10-2024 du Comité syndical du SIGA 3C prise en date du 23 Octobre 2024 décidant le passage à la nomenclature M57 au 1er janvier 2025,

Considérant que règlement budgétaire et financier doit être adopté à chaque nouveau mandat et avant le vote du budget,

## A L'UNANIMITÉ

**APPROUVE** le règlement budgétaire et financier M57 tel que présenté en annexe,

**AUTORISE** le Président à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait à Le Val d'Hazey, le 21 Avril 2026

Le Président,

  
Philippe COLLAS



✓ Certifie le caractère exécutoire de cet acte

✓ Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)